

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les victimes de la guerre d'Algérie, les actions en faveur des harkis et sur les relations franco- algériennes, à Paris le 5 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir excuser mon retard, mais il faut traverser la méditerranée quand même ! Oui, dans les deux sens exactement.

En ce jour du 5 décembre, journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord, et alors que je reviens à l'instant de ma première visite d'Etat en Algérie, permettez-moi de vous dire tout le plaisir et toute la fierté que j'éprouve à vous accueillir dans cette maison, l'Elysée, qui est la vôtre comme elle est celle de tous les Français.

J'ai voulu être auprès de vous pour célébrer cette journée où la France se souvient de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie. Car si le temps est venu d'apaiser les mémoires déchirées par les drames du passé, oublier serait un reniement qui déshonorerait notre pays.

Le Ministre de la Défense a rappelé toute la reconnaissance que nous devons à tous ceux qui, au sein des forces armées ou des forces de l'ordre, ont répondu à l'appel de la Nation. Ils méritent notre respect, la profonde gratitude et la solidarité de la patrie, car à travers leur engagement et leurs sacrifices, ils ont assumé leur devoir dans une période particulièrement douloureuse et confuse de l'histoire de notre pays, période rendue encore plus difficile par la défaillance d'un régime qui vouait l'Etat à l'impuissance.

Près de 25.000 d'entre eux ont payé de leur vie leur engagement et la fidélité à leur pays et comme leurs aînés ils méritent que « sur leurs tombeaux, la foule vienne et prie ».

A tous les anciens combattants et à tous ceux qui sont morts pour la Patrie en Afrique du Nord, je veux redire ici solennellement la reconnaissance de la France.

C'est pour leur témoigner cette reconnaissance que j'ai voulu que paraisse, en ce 45ème anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, une promotion spéciale dans les ordres nationaux.

Nos pensées vont aussi vers toutes les victimes civiles, de toutes origines et de toutes confessions, vers toutes les familles endeuillées et meurtries par ces années d'un long conflit entre des peuples qui avaient pourtant partagé tant d'épreuves, notamment en combattant côte à côte pour la liberté au cours des deux conflits mondiaux.

Ce soir je veux aussi saluer celles et ceux qui ont laissé leurs biens et une part importante de leur vie de l'autre côté de la mer, celles et ceux qui souffrent encore parfois aujourd'hui de l'incompréhension de leurs contemporains, celles et ceux qui ont trop longtemps été oubliés par la Nation.

Le système colonial était injuste. La France le reconnaît mais la France ne doit pas oublier les hommes et les femmes qui ont oeuvré de bonne foi pour leur pays, dans le respect de ses lois, et qui se sont sacrifiés parfois.

Reconnaissons le courage et la persévérance de ces Français d'Afrique du Nord qui avaient travaillé dur toute leur vie, qui avaient construit des routes, des hôpitaux, des écoles, des mairies, qui avaient enseigné, qui avaient soigné, qui avaient planté des vignes et des vergers sur un sol aride, qui avaient beaucoup donné à une terre où ils étaient nés et qui, un jour, ont tout perdu.

Je veux qu'on les respecte.

Je connais les conditions difficiles, dramatiques et les déchirements qui ont conduit au départ

de combler les contraintes énormes, dramatiques et les événements qui ont conduit au départ d'un million de femmes, d'enfants, d'hommes contraints à un exil forcé et douloureux et qui n'ont pas trouvé en France métropolitaine l'accueil qu'ils étaient en droit d'attendre et qui aurait permis d'atténuer les blessures.

Ces Français ont dû surmonter les contraintes d'une installation difficile et ont pris toute leur part à la construction d'une France moderne.

Lorsque je parle de la France, ici comme à Alger, de son identité, de ses valeurs, je pense également aux Harkis. Il est légitime et juste qu'ils reçoivent l'hommage solennel de la Nation car, pour les Harkis aussi, si les accords d'Evian ont scellé la fin des hostilités militaires, ils n'ont pas marqué la fin des souffrances. D'autres épreuves douloureuses sont venues s'ajouter aux peines endurées au cours de huit années de guerre.

Pour la France, il s'agit aujourd'hui d'une question d'honneur : il faut réparer les fautes qui ont été commises car pendant très longtemps, les Harkis n'ont pas bénéficié des mesures qui auraient permis d'assurer dignement leur insertion au sein de la communauté nationale.

Les conséquences en sont encore visibles aujourd'hui. Les jeunes ont souffert, victimes de l'installation trop précaire de leurs parents et de ce qu'il faut bien appeler l'ingratitude de notre société. Leur scolarité, leur formation se sont déroulées dans des conditions difficiles, qui sont encore à l'origine de handicaps importants.

Certes, la communauté nationale a commencé à prendre en compte cette situation, en prévoyant des régimes d'indemnisation, en aidant les veuves des anciens combattants, en facilitant l'insertion sociale et professionnelle des enfants de Harkis. Ces mesures permettent d'améliorer nombre de situations.

De très nombreux enfants de Harkis ont réussi malgré toutes les difficultés. J'en ai la preuve vivante devant moi aujourd'hui. Ils ont réussi par leurs efforts, ils ont réussi grâce à leur famille, ils ont réussi grâce à leur famille, ils ont réussi grâce aux sacrifices consentis par leurs parents. Ces réussites ne doivent pas nous conduire à sous-estimer les difficultés que beaucoup rencontrent encore aujourd'hui.

La fraternité c'est la compréhension, le respect, la solidarité. La fraternité n'est rien sans l'égalité des chances parce que sans l'égalité des chances, il n'y a pas de respect de l'autre, de sa dignité, de sa valeur. Tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, tenter de réaliser ses ambitions et ses rêves, c'est l'idéal de la République. Donner plus à ceux qui ont moins pour compenser les handicaps sociaux et économiques, c'est la seule façon d'être fidèle à l'idéal de la République.

Alors à tous les Harkis envers lesquels la France a une dette, je dis, au nom de la République, que la France leur doit réparation.

Pour les enfants de Harkis dont les parents ont servi la France, qui ont dû fuir leur pays et que la métropole a si mal accueillis, j'ai demandé au Gouvernement de mobiliser tous les moyens pour mettre en oeuvre une politique de formation, une politique individualisée d'accès à l'emploi, une politique d'accès au logement, une politique particulière d'accès à la fonction publique. Je souhaite les voir plus nombreux aux postes de responsabilité administratifs, économiques, politiques, médiatiques. Pour cela, c'est un effort de toute notre société qui est nécessaire. Ces actions sont liées aux conditions dramatiques d'arrivée sur le territoire métropolitain, c'est pourquoi nous devons avoir une volonté politique deux fois plus forte, pour donner aux enfants de Harkis la priorité à laquelle ils ont droit. Quand on a plus souffert que les autres, quand on cumule plus de handicaps que les autres, la République doit vous donner davantage.

Nous le devons, pour l'idée que la France se fait d'elle-même. Nous le devons à ceux qui ont démontré leur attachement à la France. Ils ont servi la France, la France doit en tirer toutes les conséquences. Peu m'importe que l'on me dise que c'est de la discrimination positive. Peu m'importe que le mot choque. Ce qui compte, c'est que l'on mette un terme à des injustices. Au fond, ce ne sont pas eux qui se sont trompés, ils n'ont fait qu'obéir et croire à ce à quoi on leur demandait de croire.

Outre ces mesures de reconnaissance, sur ma demande, le Premier ministre a saisi le Conseil économique et social -dont je salue le Président- afin d'étudier l'ensemble des questions

financières concrètes relatives à cette période, qui pourraient encore se poser, et de proposer des solutions.

Je sais que ce travail se déroule dans de bonnes conditions, dans des conditions qui vous permettent d'exposer vos préoccupations devant des auditeurs attentifs, honnêtes, qui n'ont d'autre ambition que de servir la réconciliation nationale. J'attends pour la fin de cette année, c'est-à-dire, pour ce mois-ci, leurs conclusions.

Mais sans plus attendre, j'ai d'ores et déjà demandé au Gouvernement :

- de lever la forclusion pour le dépôt des demandes d'indemnisation au titre de l'article 12 de la loi du 23 février 2005, demande qui était particulièrement attendue
- de réétudier les dossiers éligibles au dispositif de la Commission Nationale de Désendettement des Rapatriés réinstallés dans une profession non salariée, et qui n'ont pu trouver de solution
- et d'envisager les mêmes conditions de reconnaissance pour tous les anciens supplétifs. Je ne vois pas pourquoi on devrait traiter les uns différemment des autres..

Nous devons honorer la mémoire de nos morts. J'attache beaucoup d'importance à ce que nos cimetières militaires en Algérie soient parfaitement entretenus. Alain Marleix, qui rentre avec moi d'Algérie, m'a dit que c'était le cas de tous les cimetières qu'il avait visités en septembre dernier à Alger, à Oran et à Mers-el-Kébir. J'ai remercié les autorités algériennes de l'aide qu'elles nous ont apportée et qu'elles vont nous apporter sur ce sujet si délicat de la mémoire.

Mesdames et Messieurs, j'ai des convictions et je les défends de la même façon à Alger et à Paris. Malgré des conditions de financement difficiles, les travaux d'entretien et de réhabilitation des sépultures civiles ont été entrepris avec efficacité. J'ai demandé au Premier ministre de doubler le montant des crédits qui leurs sont alloués et je tiens à ce que l'information des familles fasse l'objet d'une attention toute particulière. Nous le devons à nos morts, nous le devons à leurs familles.

Aux familles des soldats disparus, qui sont morts pour la France, je dis qu'il est du devoir de l'Etat de tout faire pour rechercher et rapatrier leurs corps. Cette question ne pose pas de difficulté de principe. Je l'ai réglée avec les autorités algériennes lors de mon déplacement. Il faudra bien un jour ou l'autre évoquer dans un esprit d'apaisement, avec les autorités algériennes, le sort des civils disparus, dans leur très grande majorité dans les derniers mois de la souveraineté française en Algérie, et qui constituent sans doute une des pages les plus douloureuses de notre histoire.

Nous le devons à toutes les victimes françaises et algériennes, à tous ceux qui un jour ont été privés d'un proche, d'un frère, d'une soeur, d'une mère, d'un enfant dont ils n'ont certainement pas fait le deuil.

A tous ceux qui ont souffert, nous devons la vérité parce que sans la vérité il ne peut pas y avoir de sentiment de justice, et sans le sentiment de la justice la réconciliation sera impossible. Je pense en disant cela, à toutes les personnes disparues et aux populations civiles victimes de massacres ou d'exactions d'un côté comme de l'autre. Je pense à toutes les victimes innocentes d'une guerre fratricide.

Il faut rendre à ces victimes innocentes de cette guerre jusqu'à l'indépendance l'hommage qui leur est dû - je pense notamment à ceux qui après le 19 mars sont tombés, victimes d'un drame qui n'était pas achevé. Ils ont été les victimes d'une histoire tragique, ils n'en n'ont pas été les coupables.

Pour faciliter l'émergence d'une mémoire assumée et donc apaisée, j'ai demandé au Gouvernement de mettre en place en 2008 la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie, prévue par la loi de 2005.

Cette fondation devra aider à la réconciliation des mémoires : mémoire des anciens combattants, mémoire des rapatriés, mémoire des harkis, mémoire des algériens, mémoire des historiens. Cette fondation aidera à la recherche et à l'établissement des faits. Elle donnera des moyens aux historiens des deux rives, d'abord de lire ensemble notre histoire commune. Ceci demandera encore du temps, j'ai pu m'en rendre compte, et beaucoup de travail en commun, comme il en a fallu aux historiens français et allemands pour produire ensemble, au début de l'année dernière,

un manuel commun d'histoire. Mais j'ai confiance dans ce projet, qui nous permettra de progresser, par le dialogue, vers l'amitié sincère, vers l'amitié confiante qui doit unir nos peuples dont les destins sont soudés par la géographie. Moi j'avais 7 ans en 1962 et je vous le dis comme je l'ai dit aux Algériens, les pays qui changent d'adresse, ça n'existe pas. Nous resterons voisins, nous devons surmonter notre histoire. Nous avons une culture, des valeurs, des liens qui unissent tant de familles de part et d'autre de la Méditerranée. Moi je ne suis pas venu tenir un discours de haine, je suis venu tenir un discours de réconciliation et d'amour, même si celui qui tient ce discours peut momentanément être celui qui reçoit toutes les critiques des deux côtés de la rive, mon rôle de Président de la République française, c'est de tendre la main, de tendre la main de l'autre côté de la Méditerranée et de tendre la main, ici, en France sur le sol de notre patrie. Croyez-moi, je n'ai, dans mes discours, jamais dit autre chose que ce que je pense profondément. Il y avait un système injuste qui ne correspond pas aux valeurs de la République, mais à l'intérieur de ce système il y avait beaucoup de braves gens qui ont profondément aimé l'Algérie. Voilà la position que j'ai défendue. Il y a des gens qui ont soigné, il y a des gens qui ont éduqué, il y a des gens qui ont bâti et je ne veux pas qu'on assimile ces gens à un système par ailleurs injuste qui ne correspondait pas aux valeurs de la République. Je crois que cette position est comprise. J'ai dû faire un peu de pédagogie, je ne le regrette pas.

Alors je sais que beaucoup d'entre vous souhaitent revoir la terre à laquelle tant de souvenirs et d'émotions les rattachent. Et j'étais très content à Constantine, -je vais vous dire une anecdote- très content que le Président Bouteflika, alors que j'allais féliciter l'orchestre, me dise : « il est juste que l'on pense à Enrico ». C'est ce qu'il m'a dit dans l'Hôtel de Ville de Constantine et ça m'a beaucoup touché, parce que moi aussi je pensais à toi et à Raymond et à tant de choses. Et j'étais très ému de cela. Et justice doit être rendu aussi au Président Bouteflika quand il m'a dit cela. Et c'est pourquoi j'ai tenu à évoquer avec le Président Bouteflika la question de la circulation de tous les Français en Algérie et des Algériens en France. Je lui ai dit : « Sans doute, et ce n'est pas bien, il y a des familles qui veulent venir en France et qui voudraient venir plus facilement. Mais je vais vous dire, Président -et je lui ai dit publiquement- il y a aussi des Français qui aimeraient revenir en Algérie. Alors voyons et traitons les deux phases de ce problème dans un esprit de réconciliation et d'équité ».

Le peuple algérien réserve le meilleur accueil aux rapatriés, comme à des frères perdus de vue après une longue brouille. C'est aussi, il me l'a dit, la volonté du Président Bouteflika de ne pas ménager ses efforts en ce sens. L'Algérie reçoit, de plus en plus, d'anciens militaires français, qui éprouvent le besoin de retourner sur cette terre où ils ont laissé tant de souvenirs. Avec le Président Bouteflika, j'ai souhaité aborder également la question difficile du retour des Harkis. Ne nous le cachons pas : même près d'un demi-siècle après la fin des combats, il existe encore, là-bas comme ici, des sensibilités très vives. Le Président m'a assuré que, s'agissant des Harkis, il n'y avait pas d'objection au principe de visites familiales, mais je sais qu'il existe encore des décisions négatives prises au cas par cas, principalement pour des motifs de sécurité des intéressés. Moi, je veux continuer à défendre ces dossiers parce que je ne veux plus qu'il y ait de restriction particulière pour les harkis, leurs enfants et leurs familles, parce que pour la France, pour moi, la cause des harkis est une cause sacrée car on ne peut pas les tenir responsables d'avoir cru dans la parole de la France. Si une faute a été commise, ce n'est pas par eux, c'est par la collectivité nationale qui leur a demandé de faire cela.

Mesdames et Messieurs, la guerre d'Algérie, les combats du Maroc et de Tunisie ont fortement marqué les mémoires. Et vous savez quand j'ai entendu certains qui me disaient : il faut annuler ton voyage, je me disais : c'est beaucoup plus facile d'annuler un voyage que d'avoir le courage de le faire dans des conditions pas simples mais, si j'avais annulé le voyage. J'aurais repassé à mon successeur un problème. Alors on va se le repasser de successeur en successeur ?

Moi, j'ai voulu aller là-bas parce que j'avais des choses à dire aux Algériens. Nous voulons être leurs amis et nous voulons surmonter tout ceci et nous voulons le surmonter dans le respect de la douleur de celles et ceux qui ont vécu tous les drames de cette époque. Mais on ne va pas porter des drames de cette époque tout le temps, on ne va pas faire payer aux enfants, puis aux petits enfants, puis aux arrière petits enfants la responsabilité de ce qu'ont connu nos deux pays. Cela

enfants, puis des enfants pour enfants la responsabilité de ce que ont comme nos deux pays. Cela suffit maintenant. Il faut se tourner vers l'avenir, je l'ai dit aux jeunes de l'Université de Constantine et j'ai été bouleversé de l'accueil qu'ils m'ont réservé car on ne peut pas dire que j'avais pris le chemin de la facilité. Pourtant j'ai voulu aller les voir en disant : "jeunes d'Algérie et jeunes de France," vous avez mieux à faire qu'à vous détester, vous avez à construire un destin commun. Il faut achever la réconciliation entre ceux qui se battaient, chacun pour une cause qu'ils croyaient la plus juste. Et d'ailleurs, quant à ceux qui ne la croyaient pas juste, on ne leur demandait pas leur avis, on leur demandait de servir.

La Méditerranée doit faire pour elle-même ce que fit l'Europe après les deux guerres qui avaient failli l'anéantir. Ce que l'on a fait en Europe quand même on doit pouvoir le faire en Méditerranée, il n'y a aucune raison que nous n'y parvenions pas. A la jeunesse algérienne j'ai dit : "votre avenir vous appartient, il est dans le respect, la confiance, l'amitié que le peuple algérien et le peuple français seront capables d'éprouver l'un pour l'autre dans l'avenir". Je leur ai demandé de faire confiance à la France et moi je vous demande une chose, c'est de faire confiance à l'Algérie parce que le temps est venu de respecter les souffrances, de réparer les blessures et tout simplement d'aimer la vie, de l'aimer suffisamment pour se tourner vers l'avenir et non pas ressasser les blessures du passé. Je veux que nous privilégions ce qui nous unit par le cœur et par la raison. Des millions de Français ont aujourd'hui un lien charnel avec l'Algérie. Première, deuxième, troisième génération de rapatriés comme d'immigrés. Moi, je sais l'amour que vous portez à cette terre et à ses habitants. Vous n'avez pas oublié ses couleurs, ses parfums, sa gaieté. Et quand je marchais à Tipaza je me disais : "si moi j'étais né là-bas, je l'aurais aimé comme vous vous l'aimez, parce que moi je l'ai connue à travers Camus, vous vous l'avez connue à travers vos parents et votre histoire familiale. Je comprends que vous ne l'ayez pas oubliée. La France et l'Algérie ont à construire un avenir commun, fondé sur l'amour, le respect, la compréhension, la coopération. Cet avenir appartient à la jeunesse de nos deux pays. Il appartient aux enfants de tous pays, aux enfants de ceux qui se sont tant combattus et qui doivent maintenant porter ce message d'entente. L'avenir, il est dans le respect, la confiance, se faire confiance, l'amitié que nous devons nous témoigner les uns aux autres en France, les uns aux autres des deux côtés de la Méditerranée et c'est mon devoir de Président de la République d'y travailler. J'ai pensé que c'était une très belle idée que de vous parler, à vous, alors que je revenais d'Algérie pour tenir dans la même journée le même discours, un discours qui doit rassembler les hommes. L'appel que j'ai lancé au nom de la France à tous les pays de la Méditerranée pour qu'ils s'unissent n'a pas d'autre finalité.

L'Union de la Méditerranée, nous la devons à tous ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour défendre l'idée qu'ils se faisaient de la liberté. Nous la devons aussi à nos enfants. Le rôle d'un Président, c'est de rassembler, pas de diviser et d'apaiser, pas d'accentuer les douleurs. C'est si facile et cela amène quoi au bout du compte, cela n'amène rien. Ensemble, nous ferons vivre ce grand rêve de fraternité, de paix, de civilisation que chacun d'entre vous porte en lui depuis son enfance parce que ce métissage méditerranéen, il est le vôtre, au fond de vous, de vos racines, de vos familles. L'Union de la Méditerranée, c'est le nom nouveau que nous allons donner à l'espérance d'un monde meilleur. Je le dis devant les parlementaires qui sont ici, dans un contexte extrêmement difficile je ne sous-estime pas la part de l'engagement matériel qui doit être le nôtre pour soulager les peines, apaiser les blessures. Voilà ce que je voulais vous dire. Croyez-moi, je vous l'ai dit sans aucune arrière-pensée, je l'ai dit avec sincérité, je vous le dis avec beaucoup d'amitié, je vous le dis avec mon cœur comme je l'ai dit pendant trois jours aux Algériens et c'était très bouleversant de voir journée après journée que le message que je portais au nom de la France.... J'ai bien noté qu'il y avait quelques réactions au début et c'est normal parce que c'est toujours difficile d'entendre quelque chose que l'on n'a pas parfois tout à fait envie d'entendre. Mais le deuxième jour, j'ai senti que les cœurs s'ouvraient. Et le troisième jour, à Constantine, j'ai vu cet accueil et cette ferveur populaire, ce n'était pas moi, c'était la France. Et quand je leur ai dit que je n'accepterai pas que l'on amalgame l'Islam et les terroristes, qu'on amalgame l'Algérie et le fanatisme, je leur ai dit c'est le même raisonnement que j'applique pour vous à celui que j'applique au système colonial. Il était injuste mais à l'intérieur il y avait des gens

qui étaient justes et donc je ne peux pas aller plus loin parce que cela serait ne pas reconnaître le dévouement de ceux qui vous ont aimé sincèrement. Je crois que cette visite a permis de faire bouger les lignes. Je ne me fais aucune illusion, il y aura en France, il y aura là-bas des femmes et des hommes qui voudront compliquer les choses mais moi, je ne leur répondrai pas ou plutôt je leur répondrai par ma détermination à continuer avec les autorités algériennes à tenir un message d'entente, de concorde, de confiance et d'amitié parce que c'est mon devoir, parce que ma génération doit porter le discours de la réconciliation, justement parce que ma génération n'a pas connu les souffrances que vous avez connues. Ce n'est pas simplement une affaire de génération, c'est que ma famille... C'est peut-être justement parce que je viens de l'Est que j'aime tant le Sud et c'est peut-être pour cela, parce que venant de l'Est, que je peux comprendre les Africains du Nord. Parce qu'au fond, on est toujours le nordiste d'un autre.

Voilà, je voulais cette synthèse et croyez bien, Mesdames et Messieurs, mes chers amis, que ce que je vous ai dit, je le pense profondément. Et peut-être que de tous les voyages que j'ai fait depuis sept mois bientôt que je suis Président de la République, c'était celui auquel j'attachais une importance particulière. Pour moi, il n'était pas difficile, c'était simplement un voyage d'humanité, un voyage où il fallait aller avec des convictions et des idées fortes en tenant compte d'un terreau humain tellement bouleversé. Mais, au fond, qu'est-ce que cela veut dire ce bouleversement ? Qu'ici, vous portez l'amour de l'Algérie, que là-bas ils portent l'amour de la France, mais que cet amour est tellement grand que l'on a du mal à se le dire et à solder tout ce que l'on a connu qui vous a attaché et qui vous a divisé. Je propose que tout cet amour, au lieu d'en faire une affaire de haine, on en fasse une affaire d'amour et d'avenir. La France est là aussi pour apaiser par son engagement et je n'ai pas peur du mot discrimination positive. Hamlaoui, tu le sais bien, cela a été un débat parce que vous savez si l'on ne reconnaît pas que des gens ont plus souffert que d'autres, on ne peut pas leur donner plus. La République, c'est de ne pas donner la même chose à chacun, c'est de donner plus à celui que l'histoire a conduit à avoir tellement moins que les autres. Je vous remercie.